

Brochure n° 3228

Convention collective nationale

IDCC : 637. – **INDUSTRIES ET COMMERCE
DE LA RÉCUPÉRATION**

**ACCORD DU 17 SEPTEMBRE 2009
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} OCTOBRE 2009**

NOR : *ASET1050112M*
IDCC : 637

I. – Salaires réels

Les rémunérations réelles des salariés sont majorées, à partir du 1^{er} octobre 2009, de 1 % dans toutes les entreprises rattachées à la profession des industries et commerces de la récupération, sous la condition d'une ancienneté minimale de 6 mois à la date de mise en application de l'accord (soit une date d'entrée dans l'entreprise au plus tard le 1^{er} avril 2009).

Cette augmentation des salaires réels ne sera pas applicable :

- dans les entreprises qui, à la date d'application du présent accord, sont en cours de négociation ou s'engagent à ouvrir les négociations sur les salaires dans les 3 mois suivant l'application du présent accord, dès lors que cette négociation aboutit à une revalorisation des salaires réels égale au moins à 1 % dans ce délai ;
- dans les entreprises ayant déjà accordé une augmentation collective des salaires réels au moins égale à 1 % postérieurement au 1^{er} octobre 2008, à l'exclusion de celle due en application de l'accord de branche sur les salaires du 8 septembre 2008.

II. – Barème des salaires minima conventionnels

Le barème des salaires minima conventionnels est modifié selon l'annexe I ci-après.

L'augmentation est la suivante : 1,5 % sur l'ensemble des coefficients de la grille.

La date d'application du nouveau barème est fixée au 1^{er} octobre 2009.

Pour vérifier que le niveau des garanties dudit barème est atteint, les entreprises pourront tenir compte de tous les éléments de salaire.

Elles devront toutefois s'assurer que ces éléments de salaire peuvent être pris en compte dans le calcul, compte tenu des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de la convention collective des industries et commerces de la récupération dans son article 60.2, relatifs au salaire minimum professionnel.

Pour appliquer les termes du présent accord, les entreprises procéderont en premier lieu à l'augmentation des salaires réels, puis à l'application du nouveau barème conventionnel en date du 1^{er} octobre 2009.

Suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes

Les parties conviennent d'ouvrir les négociations en vue de définir et de programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010 (art. L. 2241-9 du code du travail). Dans ce cadre, un diagnostic sera réalisé afin d'identifier les écarts éventuels, puis établir les causes objectives de tout écart de rémunération significatif, avant d'établir un plan d'actions.

III. – Impérativité de l'accord

L'ensemble des dispositions du présent accord est impératif. Il ne pourra y être dérogé par accord d'entreprise que dans un sens plus favorable aux salariés.

IV. – Formalités de dépôt

Le texte du présent accord sera déposé à la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes.

Il fera l'objet d'une demande d'extension et d'élargissement.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 17 septembre 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEDEREC.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT ;

FGT SNED CFTC.

ANNEXE I

Barème des minima conventionnels applicable au 1^{er} octobre 2009

Base 151,67 heures.

(En euros.)

ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE
A	130	1 370,58
B	135	1 374,42
C	140	1 378,25
D	150	1 385,92
A	160	1 393,59
B	175	1 405,11
C	190	1 416,61
A	205	1 428,13
B	220	1 455,12
C	235	1 497,09
A	250	1 540,79
B	265	1 589,76
C	280	1 638,72
A	305	1 708,67
B	335	1 806,50
C	365	1 909,15
A	390	1 992,00
B	440	2 161,31
C	550	2 525,13